



**Syndicat Unitaire des Personnels
des Administrations Parisiennes**

6 rue Pierre Ginier 75018 Paris / tél. : 01 44 70 12 80 / mail : syndicat.supap-fsu@paris.fr

LA FSU TERRITORIALE **PARIS**

COVID : "métro, boulot, dodo" ou réduction du temps de travail ?

Après le couvre-feu à 20h puis à 18h, que va nous sortir le président Macron cette semaine ?

Comme pour le 2^e « confinement » de novembre, va-t-il instaurer une sorte de couvre-feu généralisé (le week-end ?) en interdisant radicalement toute forme de vie sociale autre que le travail et les courses au supermarché ?

Des dizaines de millions de personnes vont-elles continuer à se déplacer pour travailler, étudier, consommer quasi « normalement » ?

Le confinement / couvre-feu de novembre n'était pourtant pas parvenu à enrayer massivement l'épidémie. Mi-décembre, il y avait encore environ 15000 contaminations et des centaines de décès par jour. Instauré il y a plus d'un mois, le couvre-feu à 20h n'a pas non plus empêché une reprise de l'épidémie avec une circulation du virus qui s'accélère, en particulier dans les écoles. Quel impact aura le couvre-feu à 18h qui a aussi pour effet de congestionner les transports en commun et les commerces en fin d'après-midi ?

Le gouvernement pourrait décider de continuer dans cette voie du "métro, boulot, dodo". Et si la situation empire, il pourrait opter pour un reconfinement comme il y a un an.

D'autres choix sont pourtant possibles, par exemple celui de **réduire partout le temps de travail** (scolaire et professionnel), **pour permettre le respect de vrais protocoles sanitaires** (petits groupes à l'école / rotation des salarié.e.s, des agent.e.s dans les services), pour désengorger les transports, les lieux de travail et d'étude. Cette réduction du temps de travail est d'autant plus nécessaire que le couvre-feu perturbe l'articulation entre le travail et le temps personnel.

Les dizaines de milliards accordés à des grandes entreprises qui licencient peuvent être utilisés autrement : pour **financer cette réduction du temps de travail généralisée, à l'école comme au travail**, financer une vraie protection sanitaire (masques, tests, vaccins), pour les hôpitaux publics, pour l'éducation (réquisition de bureaux vides, préfabriqués, embauche d'adultes, petits groupes).

À la Ville de Paris, le maintien au travail "coute que coute" doit cesser aussi. Il faut :

- Le maintien des services et missions qui ont un caractère urgent et de première nécessité, mais aussi la réorganisation, la réduction voire l'arrêt de missions qui n'ont pas cette urgence.
- Une **réduction du temps de travail** ou des jours non travaillés en autorisation d'absence (ASA), selon les services.
- Des **moyens humains supplémentaires** dans les services qui le nécessitent (nettoyage des locaux, travail social, santé).
- Sur les sites de travail ouverts, le pouvoir donné aux agent-e-s de réorganiser le travail en fonction des nécessités sanitaires (rythmes, missions prioritaires ou non, moyens de protection...).

Pour l'heure, la Ville se refuse à ces mesures de bon sens sanitaire et de protection des agent-e-s et des missions. **Pire, au lieu de déprécier et d'embaucher, l'exécutif entend mettre en œuvre la réforme macroniste de la fonction publique en augmentant notre temps de travail de 8 jours par an. C'est inacceptable !**

Tous-tes en grève le jeudi 4 février à l'appel de l'intersyndicale

CGT/UNSA/UCP/SUPAP-FSU/FO/CFTC

Rassemblement à 9h30 place de l'Hôtel de Ville